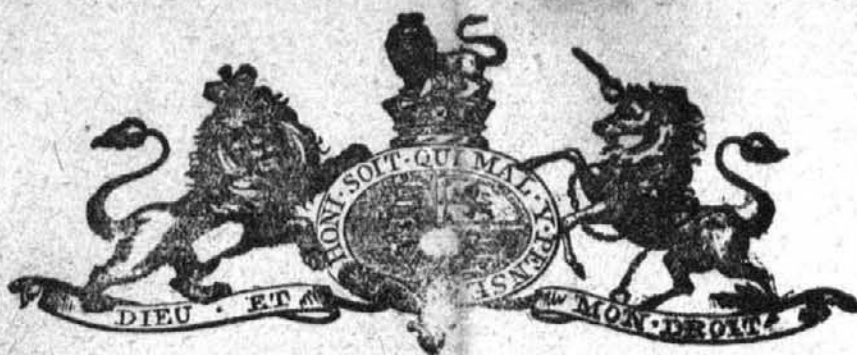




Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 25 MAI 1907.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

717

Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 20 mai 1907, de nommer M. William Wark, conseiller de la municipalité de Saint-François-Xavier de Brompton, comté de Richmond, en vertu des dispositions de l'article 340 du code municipal.

1667

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 25th MAY, 1907

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

718

Appointment

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, to appoint on the 20th of May, 1907, Mr. William Wark, councillor of the municipality of Saint François Xavier de Brompton, county of Richmond, in virtue of the provisions of article 340 of the municipal code.

1668

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.

L. A. JETTE.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called

de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le PREMIER jour du mois de JUIN dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le PREMIER jour du mois de JUIN mil neuf cent sept, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec.

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le ONZIEME jour du mois de JUILLET prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGTIEME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et dans la septième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.
Québec

1235

Avis du Gouvernement

No 501.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint Clet, dans le comté de Soulanges, les biens-fonds connus au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Clet, sous les numéros 177 et suivants jusqu'à 200 inclusivement; détacher de la municipalité scolaire du Coteau du Lac les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ignace du Coteau du Lac, les numéros 308 et suivants jusqu'à 337 inclusivement, et détacher de la municipalité scolaire de Saint-Polycarpe les biens-fonds connus au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Polycarpe, sous les numéros 625, 629, 632, 634, 637, 641, 642, 646, 647, 648, 649, 650, 653, 656, 658 et 659, la moitié est des biens-fonds ayant au même cadastre les numéros 626 et 627, et ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Ruisseau."

Cette érection, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1907.

Les avis publiés les 20 et 27 avril derniers sont nuls.

1669

to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the FIRST day of the month of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, you and each of you.—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the FIRST day of the month of JUNE, one thousand nine hundred and seven, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the ELEVENTH day of the month of JULY next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this TWENTIETH day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, and in the seventh year of Our Reign

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery.
Québec.

1236

Government Notices

No. 501.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to erect a new school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Clet, in the county of Soulanges, the lots known on the official cadastre of the parish of Saint Clet, as numbers 177 and following to 200 inclusively; to detach from the school municipality of Coteau du Lac the lots having on the official cadastre of the parish of Saint Ignace du Coteau du Lac, the numbers 308 and following to 337 inclusively; and to detach from the school municipality of Saint Polycarpe the lots known on the official cadastre of the parish of Saint Polycarpe, as numbers 625, 629, 632, 634, 637, 641, 642, 646, 647, 648, 649, 650, 653, 656, 658 and 659, the east half of the lots having on the same cadastre the numbers 626, 627, and to erect this territory into a distinct school municipality by the name of "Ruisseau."

This erection, if it is authorized, will come into force on the 1st of July next, 1907.

The notices published on the 20th and 27th of April last are null.

1670

No 234.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Clet, dans le comté de Soulanges, les biens-fonds connus au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Clet, sous les numéros 1 et suivants jusqu'à 64 inclusivement, et de les ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de Saint-Emmanuel.

Cette érection, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1907. 1665

La compagnie "Canadian Oil Company, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Ses agents principaux, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, sont MM. Ryan & Bickerdike, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 17 mai 1907. 1653

Avis est par le présent donné que la compagnie "American Express Company", autorisée à faire des opérations dans cette province, a nommé, par nouvelle procuration, M. Roscoe Murphy, de la cité de Montréal, son agent principal, avec son principal bureau d'affaires au No 94, rue McGill, Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 21 mai 1907. 1673

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné, ayant transmis au ministre de l'agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences des statuts 56 Victoria, chapitre 20, et 59 Vict., chapitre 21, le soussigné autorise la formation de ce cercle, qui est par les présentes constitué en corporation.

Dans le comté de Bellechasse, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

"Cercle agricole de la Mission de Notre-Dame de Honfleur".

G. A. GIGAULT,
Sous-ministre de l'Agriculture.

Québec, 22 mai 1907. 1679

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du treizième jour de mai 1907, incorporant MM. Joseph Eugène Roberge, marchand, de Saint-Vital de Lambton, Eusèbe Huard, marchand, et Pierre Hilaire Renaud, commerçant, Eugène Huard, commis-marchand, de la ville de Mégantic, révérend Joseph Bernier, prêtre, curé, de la paroisse de la Décollation Saint-Jean-Baptiste, pour les fins suivantes, savoir : faire le commerce de bois dans toute la province de Québec, et à cette fin acquérir des biens-meubles ou immeubles spécialement des limites et coupes de bois, ériger des scieries et les exploiter, faire le flottage des billots et construire des chaussées et faire toutes autres affaires concernant son commerce ;

Enfin, et de plus, exercer tous les pouvoirs résultant de la loi corporative des compagnies à fonds social avec stipulation expresse que les actionnaires ne seront pas comme tels responsables des dettes ou obligations quelconques de la compagnie au-delà du montant de leurs actions respectives dans son capital tel que prévu dans l'article 4732 des statuts refondus de la province de Québec, sous le nom de "The Emberton Lumber Company", avec un

No. 234.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application for the erection of a new school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Clet, in the county of Soulanges, the lots known on the official cadastre of the parish of Saint Clet, as numbers 1 and following to 64 inclusively, and to erect them into a distinct school municipality by the name of Saint Emmanuel.

This erection, if it is authorized, will come into force only on the 1st of July next, 1907. 1666

The "Canadian Oil Company Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agents, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, are Messrs. Ryan & Bickerdike, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 17th May, 1907. 1654

Notice is hereby given that the American Express Company, authorized to do business in this province, has appointed, by a new power of attorney, Mr. Roscoe Murphy, of the city of Montreal, its chief agent, with its head business office at No. 94, McGill street, Montreal.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 21st May, 1907. 1674

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorizes the formation of this club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Bellechasse, the following club is authorized under the following name, to wit :

"Farmers' club of the Mission of Notre-Dame de Honfleur".

G. A. GIGAULT,
Deputy Minister of Agriculture.

Quebec, 22nd May, 1907. 1680

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1907, incorporating Messrs. Joseph Eugène Roberge, merchant, of Saint Vital de Lambton, Eusèbe Huard, merchant, Pierre Hilaire Renaud, trader, Eugène Huard, merchant's clerk, of the town of Mégantic, the reverend Joseph Bernier, parish priest, of the Décollation Saint Jean Baptiste, for the following purposes, namely : to trade in lumber in the whole province of Quebec, and for such purposes to acquire movable and immovable property, especially, timber limits and licenses to cut timber, to erect and work saw mills, to float logs and build dams and to do anything else relating to its trade ;

Lastly, and in addition, to exercise all the powers conferred by the joint stock companies' act, with an express stipulation that the shareholders will not be responsible for any of the company's debts or obligations whatever, beyond the amount of their respective shares in its capital, such as provided in article 4732 of the revised statutes of the province of Quebec, by the name of "The Emberton Lumber Company", with a capital stock of twenty thousand

fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la ville de Mégantic.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce seizième jour de mai 1907.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du treizième jour de mai 1907, incorporant MM. Eusebe Huard, marchand, Jean Théodore Bilodeau, commerçant, Cyrille Fortier et Joseph Robitaille, marchands, Guillaume Fournier, huissier, Apollinaire Royer, boucher, Joseph A. Bernier, orfèvre, George H. Counter, hôtelier, Joseph Hormidas Charest, hôtelier, George Amédée Codère, médecin, Joseph Albert Fréchette, vétérinaire, de la ville de Mégantic, pour les fins suivantes, savoir: améliorer les races de chevaux et de bestiaux et en encourager l'élevage dans le comté de Mégantic;

Acquérir et entretenir, dans le dit comté, des terrains et bâtisses pour l'exposition et l'essai des chevaux et du bétail;

Tenir sur ce terrain des concours agricoles, des courses et autres expositions de chevaux et de bestiaux, et accorder tels prix dont les directeurs du club pourront convenir en récompense de la supériorité constatée dans les objets que la corporation a en vue;

Enfin, et de plus, exercer tous les pouvoirs résultant de la loi corporative des compagnies à fonds social avec stipulation expresse que les actionnaires ne seront pas comme tels responsables des dettes ou obligations quelconques de la compagnie au-delà du montant de leurs actions respectives dans son capital tel que prévu dans l'article 4732 des statuts refondus de la province de Québec, sous le nom de "The Mégantic Racine Club", avec un fonds social de cinq mille piastres (\$5 000.00), divisé en deux cents (200) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la ville de Mégantic.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de mai 1907.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont présentement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun

dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, shall be in the town of Mégantic.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this sixteenth day of May, 1907.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1907, incorporating Messrs. Eusebe Huard, merchant, Jean Theodore Bilodeau, trader, Cyrille Fortier and Joseph Robitaille, merchants, Guillaume Fournier, bailiff, Apollinaire Royer, butcher, Joseph A. Bernier, goldsmith, George H. Counter, hotel-keeper, Joseph Hormidas Charest, hotel-keeper, George Amédée Codere, physician, Joseph Albert Fréchette, veterinarian, of the town of Mégantic, for the following purposes, namely:

To acquire and hold, in the said county, lands and buildings for the exhibition and examination of horses and cattle.

To hold on this land, agricultural competitions, races and other exhibitions of horses and cattle, and grant such prizes as the directors of the club may allow as a reward for established superiority in the objects that the club has in view.

Lastly, and in addition, to exercise all the powers conferred by the Joint Stock Companies' Act, with an express stipulation that the shareholders will not be responsible for any of the company's debts or obligations whatever, beyond the amount of their respective shares in its capital such as provided in article 4732 of the revised statutes of the province of Quebec, by the name of "The Mégantic Racing Club", with a capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into two hundred (200) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, shall be in the town of Mégantic.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this sixteenth day of May, 1907.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 52, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any

amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54. — Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60. — Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2. — L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54. — Before any petition praying for leave or bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridges or not, and the dimensions for the same.

60. — The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended : and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2. — The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auquel ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen d'un tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre, indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of and existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of

charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

721

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

ERRATUM.

A la page 758 de la *Gazette Officielle* du quatre mai 1907, aux numéros 1499-1500, district de Québec, lisez J. Philippe Moreau, au lieu de Philippe Juneau. 1643

Avis Divers

Avis est par le présent donné qu'en vertu de la loi intitulée : "Loi pour venir en aide à certains corps religieux", (Q. 1905, chap. 21), une requête sera présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par "The Point Saint Charles Congregational Church, Montreal", demandant incorporation en vertu de la dite loi, et que la dite requête sera ainsi présentée le vingt-cinquième jour de juin prochain 1907.

CUSHING & BARRON,
Notaires publics pour les requérants.
Montréal, 20 mai 1907. 1663

EXTRAIT des minutes d'une assemblée des directeurs de "The Saraguay Electric Light & Power Company", dûment convoquée et tenue le 30e jour d'avril 1907.

Résolu : Que l'avis suivant soit adopté comme règlement No 21 de la compagnie :

"Que la principale place d'affaires de la compagnie soit et est par le présent changée de "The Standard Building," dans les cité et district de Montréal, à la Maison du Pouvoir de la Compagnie, dans le village de Cartierville, dans le dit district de Montréal."

Certifié vrai extrait.

ALFRED W. COLE,
Secrétaire.
1671

Canada,
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Terrebonne. }
No 227.

Dame Mathilde Laframboise, de la paroisse de Sainte-Scholastique, district de Terrebonne, dûment autorisée, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Louis Légaré, père, charretier, du même lieu.

ETHIER & LALANDE,
Procureurs de la demanderesse.
Sainte-Scholastique, 4 mai 1907. 1707

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saguenay. }
No 1656.
Dame Marie Gauthier, Demanderesse ;

Ernest Lessard, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée à la demande de Dame Marie Gauthier, de Grandes Bergeronnes, contre son époux, Ernest Lessard, du même lieu, le 29 avril 1907.

LEVESQUE & TREMBLAY,
Procureurs de la demanderesse.
Chicoutimi, 21 mai 1907. 1705

a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

722

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

ERRATUM.

Page 758, of the *Official Gazette* of the 4th of May, 1907, numbers 1499-1500, district of Quebec, read J. Philippe Moreau, instead of Philippe Juneau. 1644

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that, in accordance with the act entitled : "An act for the relief of certain religious bodies", (Q. 1905, chap. 21), a petition will be presented to the Lieutenant Governor in Council, by "The Point Saint Charles Congregational Church, Montreal", praying for incorporation under the said act, and that the said petition will be so presented on the twenty fifth day of June next, 1907.

CUSHING & BARRON,
Notaries public for petitioners.
Montreal, 20th May, 1907. 1664

EXTRACT from minutes of a meeting of the directors of The Saraguay Electric Light and Power Company, duly called and held on the 30th day of April, 1907.

Resolved : That the following be adopted as by-law No. 21, of the company :

"That the chief place of business of the company be and it hereby is changed from the Standard Building, in the city and district of Montreal, to the Power House of the Company, in the village of Cartierville, in the said district of Montreal."

Certified a true extract.

ALFRED W. COLE,
Secretary.
1672

Canada,
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Terrebonne. }
No. 227.

Dame Mathilde Laframboise, of the parish of Sainte Scholastique, district of Terrebonne, duly authorized, has, this day, brought a suit for separation of property against her husband, Louis Légaré, senior, carter, of the same place.

ETHIER & LALANDE,
Attorneys for plaintiff.
Sainte Scholastique, 4th May, 1907. 1708

Province of Quebec, } *Superior Court*
District of Saguenay. }
No. 1656.
Dame Marie Gauthier, Plaintiff ;

Ernest Lessard, Defendant.
A suit for separation of property has been brought at the instance of Dame Marie Gauthier, of Grandes Bergeronnes, against her husband, Ernest Lessard, of the same place, on the 29th of April, 1907.

LEVESQUE & TREMBLAY,
Attorneys for plaintiff.
Chicoutimi, 21st May, 1907. 1706

Cour Supérieure—Quebec.
No 1238.

Adele Corriveau, épouse commune en biens de
Evangeliste Corriveau, de la paroisse de Saint-
Valier, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Evangeliste Corriveau, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a
été instituée en cette cause, le 18 avril 1907.

TURGEON, ROY & LANGLAIS,
Procureurs de la demanderesse.

Québec, 22 mai 1907. 1703

Province de Québec, }
District de Montréal } *Cour Supérieure.*
No 3507.

Dame Céline Sanche, épouse commune en biens de
Fortunat Leduc, maître charretier, des cité et
district de Montréal, dûment autorisée à ester en
justice dans la présente action,

Demanderesse ;

vs

Le dit Fortunat Leduc, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée
en cette cause, le 19 avril 1907.

BEAUCHESNE & DESJARDINS,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 13 mai 1907. 1597.2

Province de Québec, }
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*
No 483.

Dame Marie Lambert, épouse commune en biens de
Narcisse Drouin, charron, du village de Saint-
Joseph, en le district de Beauce, et dûment
autorisée en justice aux fins des présentes par un
juge de la cour supérieure,

Demanderesse ;

vs

Le dit Narcisse Drouin, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour,
instituée en cette cause.

PACAUD & MORIN,
Procureurs de la demanderesse.

Saint-Joseph, Beauce, 6 mai 1907. 1563.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2750.

Avis est par les présentes donné que Dame Ra-
chel Fleisher, épouse commune en biens de Charles
Goldshleger, ancien marchand, tous deux des cité
et district de Montréal, a, ce jour, poursuivi son
mari en séparation de biens.

R. G. DE LORIMIER,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 14 mai 1907. 1615.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 226.

Avis est par les présentes donné que Dame Rosa
Corber, épouse commune en biens de Israel Lech-
ner, colporteur, tous deux des cité et district de
Montréal, a, le 25 mai 1906, poursuivi son mari en
séparation de biens.

R. G. DE LORIMIER,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 14 mai 1907. 1617.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3549.

Dame Malvina Charbonneau a, ce jour, pris une
action en séparation de biens contre son mari, Jean
Louis Leclair, hôtelier, tous deux de Montréal.

JULIEN & BERARD,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 27 avril 1907. 1483.4

Superior Court.—Quebec.
No. 1238.

Adele Corriveau, wife common as to property of
Evangeliste Corriveau, of the parish of Saint
Valier, duly authorized to appear in judicial
proceedings, Plaintiff ;

vs

The said Evangeliste Corriveau, Defendant.
A suit for separation from bed and board has
been brought in this cause, on the 18th of April,
1907.

TURGEON, ROY & LANGLAIS,
Attorneys for plaintiff.

Quebec, 22nd May, 1907. 1704

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3507.

Dame Céline Sanche, wife common as to property
of Fortunat Leduc, master carter, of the city and
district of Montreal, duly authorized to sue in the
present action, Plaintiff ;

vs

The said Fortunat Leduc, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted in this cause, on 19th April, 1907.

BEAUCHESNE & DESJARDINS,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 13th May, 1907. 1598

Province of Quebec, }
District of Beauce. } *Superior Court.*
No. 483.

Dame Marie Lambert, wife common as to property
of Narcisse Drouin, wheelwright, of the village
of Saint Joseph, in the district of Beauce, and
duly authorized for the purposes hereof by a
judge of the superior court, Plaintiff ;

vs

The said Narcisse Drouin, Defendant.
A suit for separation of property has been, this
day, instituted in this cause.

PACAUD, & MORIN,
Attorneys for plaintiff.

Saint Joseph, Beauce, 6th May, 1907. 1564

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2750.

Notice is hereby given that Dame Rachel Fleis-
her, wife common as to property of Charles Goldsh-
leger, formerly trader, both of the city and district
of Montreal, has, this day, sued her husband for
separation as to property.

R. G. DE LORIMIER,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 14th May, 1907. 1616

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 226.

Notice is hereby given that Dame Rosa Corber,
wife common as to property of Israel Lechner,
peddler, both of the city and district of Montreal,
has, on the 25th day of May, 1906, sued her hus-
band for separation as to property.

R. G. DE LORIMIER,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 14th May, 1907. 1618

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3549.

Dame Malvina Charbonneau has taken, to day,
an action for separation as to property against her
husband, Jean Louis Leclair, hotel keeper, both of
the city of Montreal.

JULIEN & BERARD,
Advocates for plaintiff.

Montreal, 27th April, 1907. 1484

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 972.

Dame Joséphine Dealongchamps, du canton de Brompton, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Onésime Lepage, cultivateur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice par l'un des honorables juges de la cour supérieure pour le district de Saint-François,
Demanderesse ;

vs

Onésime Lepage, cultivateur, du canton de Brompton, dans le district de Saint-François,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 25^e jour d'avril 1907.

M. O'BREADY,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 2 mai 1907.

1589.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1559.

Dame Julie Lambert, des cité et district de Montréal, épouse de Jean-Baptiste Picard, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Jean Baptiste Picard, spéculateur, du même lieu,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, le 10 avril 1907.

L. G. BOISSONNAULT,

Avocat de la demanderesse.

1393.5

Cour Supérieure—District de Beauce.
No 494.

Zélia Poulin, épouse commune en biens de Onésiphore Maheux, journalier, du village de Saint-Joseph,
Demanderesse ;

Le dit Onésiphore Maheux,
Défendeur.

La demanderesse a institué, ce jour, contre le défendeur, une action en séparation de biens.

LETELLIER & BOUFFARD,

Procureurs de la demanderesse.

Saint-Joseph, Beauce, 7 mai 1907.

1565.3

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 945.

Dame Lucie Landry, épouse commune en biens de Alphonse Lallier, journalier, du canton d'Emberton, dans le dit district, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Alphonse Lallier, du même lieu,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en la présente cause, le 4^e jour d'avril 1907.

J. NICOL,

Procureur de la demanderesse.

1383.5

Province de Québec, }
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*
No 239.

Dame Caroline Leblanc, épouse de Adolphe Mercier, charron, de Trois Saumons,
Demanderesse ;

vs

Le dit Adolphe Mercier,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-deuxième jour d'avril 1907.

MONTAMBAULT & EDGE,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 22 avril 1907.

1385.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1934.

Une action en séparation de biens a été instituée à la poursuite de Rose-Anna Brodeur, de Montréal,

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 972.

Dame Joséphine Dealongchamps, of the township of Brompton, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Onésime Lepage, farmer, of the same place, duly authorized to appear in judicial proceedings by one of the Honorable judges of the superior court for the district of Saint Francis,
Plaintiff ;

vs

Onésime Lepage, farmer, of the township of Brompton, in the district of Saint Francis,
Defendant.

A suit for separation of property has been brought in this cause on the 25th day of April, 1907

M. O'BREADY,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 2nd May, 1907.

1590

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1559.

Dame Julie Lambert of the city and district of Montreal, wife of Jean Baptiste Picard, duly authorized to ester en justice,
Plaint

vs

Jean Baptiste Picard, speculator, of the same place,
Defendant.

A suit for separation as to property has been brought in this case, the 10th of April, 1907.

J. G. BOISSONNAULT,

Attorney for plaintiff.

1394

Superior Court.—District of Beauce.
No. 494.

Zelia Poulin, wife common as to property of Onésiphore Maheux, laborer, of the village of Saint Joseph,
Plaintiff ;

vs

The said Onesiphore Maheux,
Defendant.

The plaintiff has, this day, brought a suit against the defendant for separation of property.

LETELLIER & BOUFFARD,

Attorneys for plaintiff.

Saint Joseph, Beauce, 7th May, 1907.

1566

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 945.

Dame Lucie Landry, wife common as to property of Alphonse Lallier, laborer, of the township of Emberton, in said district, duly authorized to appear in judicial proceedings,
Plaintiff ;

vs

The said Alphonse Lallier, of the same place,
Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 4th day of April, 1907.

J. NICOL,

Attorney for plaintiff.

1384

Province of Quebec, }
District of Montmagny. } *Superior Court.*
No. 239.

Dame Caroline Leblanc, wife of Adolphe Mercier, wheelwright, of Trois Saumons,
Plaintiff ;

vs

The said Adolphe Mercier,
Defendant.

An action for separation as to property has been taken in this case, on the 22nd day of April, 1907.

MONTAMBAULT & EDGE,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 22nd April, 1907.

1385

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1934.

A suit for separation of property has been brought at the instance of Rose Anna Brodeur, of Montreal,

contre son époux, Victor Avard, du même lieu, le 24 avril 1907.

1409.5 RIVET & HANDFIELD,
Avocats de la demanderesse.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 743.

Dame Slova Adler, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Wolf Weissman, du même lieu, marchand, dûment autorisée à ester en justice, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari.

A. H. VINEBERG,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 7 mai 1907. 1573.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 142.

Une action en séparation de biens a été intentée à la demande de Dame Malvina Perras, du Boulevard Saint-Paul, contre son époux, Joseph Lefrançois, journalier, du même lieu, le 2 avril 1906.

DESAULNIERS & VALLEE,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 9 avril 1907. 1575.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1996.

Dame Marie Louise Poiriau dit Bellefeuille, a, ce jour, pris une action en séparation de bien contre son mari, Arthur Papineau, charretier, de la cité de Montréal.

BEAUDIN, LORANGER &
ST. GERMAIN,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 6 mai 1907. 1561.3

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*
No 340.

Alexandre Landry, commerçant, ferblantier, de la paroisse de Saint-Célestin, comté de Nicolet, dit district, Débiteur cédant ;

et
Pierre Avila Gouin, commerçant, de la cité et district des Trois-Rivières, Requéant cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur cédant a fait, le 17 mai courant (1907), un abandon judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure à Trois Rivières, district des Trois-Rivières.

P. A. GOUIN,
Gardien provisoire.
Bureau & Beaudry,
Procureurs du gardien provisoire.
Trois-Rivières, 18 mai 1907. 1651

District de Kamouraska.

Re Picard & Préfontaine, m. rchands, Isle Verte, Insolubles.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 10 juin 1907, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.
Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 22 mai 1907. 1689

against her husband, Victor Avard, of the same place, on the 24th of April, 1907.

1410 RIVET & HANDFIELD,
Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 743.

Dame Slova Adler, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Wolf Weissman, on the same place, merchant, duly authorized to *ester en justice*, has, this day, instituted an action for separation as to property from her said husband.

A. H. VINEBERG,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 7th May, 1907. 1574

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 142.

An action for separation as to property has been instituted at the request of Mrs. Malvina Perras, of Boulevard Saint Paul, against her husband, Joseph Lefrançois, laborer, of the same place, on the 2nd day of April, 1906.

DESAULNIERS & VALLEE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 9th April, 1907. 1576

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1996.

Dame Marie Louise Poiriau dit Bellefeuille, has taken, to-day, an action for separation as to property against her husband, Arthur Papineau, carter, of the city of Montreal.

BEAUDIN, LORANGER &
ST. GERMAIN,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 6th May, 1907. 1562

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 340.

Alexandre Landry, trader, tinsmith, of the parish of Saint Célestin, county of Nicolet, said district, Insolvent debtor ;

and
Pierre Gouin, trader, of the city and district of Three Rivers, Petitioner for assignment.

Notice is hereby given that, on the 17th day of May (1907), the said insolvent debtor has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Three Rivers, at Three Rivers.

P. A. GOUIN,
Provisional guardian.
Bureau & Beaudry,
Attorneys of the provisional guardian.
Three Rivers, 18th May, 1907. 1652

District of Kamouraska.

Re Picard & Préfontaine, merchants, Isle Verte, Insolvents.

A first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 10th June, 1907, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.
Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 22nd May, 1907. 1690

District de Rimouski.

Re Gédéon Béliveau, commerçant, Saint-Moïse,
Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 21 mai 1907, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 22 mai 1907. 1691

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Insolvable.
In re John L. Leclaire, hôtelier, de Montréal.

Un premier et dernier dividende a été préparé et sera payable à nos bureaux, 55, rue Saint-François-Xavier, le ou après le 14 juin 1907.

Toute contestation à ce dividende doit nous être déposée à nos bureaux avant la date sus-mentionnée.

P. J. CHARTRAND,
PAUL LS TURGEON.
Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, rue Saint-François-Xavier. 1659
Montréal.

Province de Québec, }
District de Pontiac. } *Cour Supérieure.*
Insolvable.
In re Philéas Beaudoin, Ville Marie, Qué.,

Avis est donné par les présentes que, le 13ième jour de mai 1907, j'ai été nommé, par ordre de la cour, curateur aux biens de la dite faillite.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

H. LAMARRE,
Curateur.

Bureau : 99, rue Saint-Jacques.
Montréal, 21 mai 1907. 1693

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de The Montreal Jewelry Co,
Faillie.

Un deuxième et dernier bordereau de dividendes a été déclaré dans la susdite affaire, et sera sujet à objection jusqu'à mardi, le 11 juin 1907, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau de

WILKS & MICHAUD,
Curateurs conjoints.

205, rue Saint Jacques.
Montréal, 25 mai 1907. 1681

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
Insolvable.
In re Pierre Bédard, hôtelier, de Sainte-Martine.

Un premier et dernier dividende a été préparé et sera payable à nos bureaux, 55, rue Saint-François-Xavier, le ou après le 11 juin 1907.

Toute contestation à ce dividende doit nous être déposée à nos bureaux avant la date sus-mentionnée.

P. J. CHARTRAND,
PAUL L. TURGEON,
Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
5, rue Saint-François-Xavier, Montréal. 1687

In re S. Meunier & Fils, Chambly Bassin, P. Q.

Avis est par le présent donné que le 17 mai 1907, les sus-nommés ont déposé leur bilan au greffe du protonotaire du district de Montréal.

W. A. CHEESBROUGH,
Gardien provisoire. 1683

District of Rimouski.

Re Gédéon Béliveau, trader, Saint Moïse,
Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 21st May, 1907, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co, Building.
Quebec, 22nd May, 1907. 1692

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
Insolvent.
In re John L. Leclaire, hotelkeeper, of Montreal.

A first and final dividend has been prepared and will be payable at our offices, 55, Saint François Xavier street, on or after the 14th June, 1907.

Any contestation to said dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

P. J. CHARTRAND,
PAUL LS TURGEON,
Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint François Xavier street. 1660
Montreal.

Province of Quebec, }
District of Pontiac. } *Superior Court.*
Insolvent.
In re Phileas Beaudoin, Ville Marie, Que.,

Notice is hereby given that on the 13th day of May, 1907, by order of the court, I have been appointed curator to this estate.

Sworn claims must be filed at my office within one month from this date.

H. LAMARRE,
Curator.

Office : 99, Saint James street.
Montreal, 21st May, 1907. 1694

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of The Montreal Jewelry Co,
Insolvent.

A second and final dividend sheet has been declared in the above matter, subject to objection until Tuesday, 11th June, 1907, after which date dividends will be payable at the office of

WILKS & MICHAUD,
Joint curators.

205, Saint James street.
Montreal, 25th May, 1907. 1682

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
Insolvent.
In re Pierre Bédard, hotelkeeper, of Sainte-Martine.

A first and final dividend has been prepared in this matter, and will be payable at our offices, 55, Saint François Xavier street, on or after the 11th of June, 1907.

Any contestation of said dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

P. J. CHARTRAND,
PAUL L. TURGEON,
Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint François-Xavier street, Montreal. 1688

In re S. Meunier & Son, Chambly Bassin, P. Q.

Notice is hereby given that on the 17th May, 1907, the above named filed their statement in the prothonotary's office of the district of Montreal.

W. A. CHEESBROUGH,
Provisional guardian. 1684

In re P. Robinovitch & Cie., Montréal, P. Q.

Avis est par le présent donné que, le 20 mai 1907, les sus-nommées ont déposé leur bilan au greffe du protonotaire du district de Montréal.

P. H. DUFRESNE,
Gardien provisoire.
1685

25 mai 1907.

Province de Québec. }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
The Gurney-Massey Company, Limited,
Demanderesse ;

vs

Dame Fédeline Rancourt (H. Roy & Cie), Lac
Mégantic, Qué., Défenderesse et faillie.
Un premier et dernier bordereau de dividendes a
été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objec-
tion jusqu'au douzième jour de juin 1907, après
laquelle date les dividendes seront payables dans
mon bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke.

JOHN. J. GRIFFITH,
Curateur.
1701

Sherbrooke, 23 mai 1907.

Règles de Cour

Province de Québec. }
District de Bedford. } *Cour Supérieure*
No 7753

Sweetsburg, le 17e jour de mai 1907.

Présent : l'honorable juge Lynch, J. C. S.
William H. Ellis, Demandeur ;

vs

Dame Hélène Poissant, de la paroisse de Saint-
Thomas, district de Bedford, veuve de feu Désiré
Poissant, en son vivant du même lieu ; Emile
Poissant, Hector Poissant et Oswald Poissant,
aussi de la dite paroisse, et Victor Poissant, de
la ville d'Iberville, dans le district d'Iberville,
Défendeurs.

Vu la motion du dit demandeur, accordée ce jour,
par la cour, et l'insolvabilité alléguée des dits dé-
fendeurs, il est ordonné que les créanciers de
ces derniers soient appelés par un avis à être pu-
blié deux fois, en langues française et anglaise dans
la "Gazette Officielle de Québec", et que les dits
créanciers soient requis de produire leurs réclama-
tions sous quinze jours de la date de la première
insertion du présent avis dans la dite "Gazette
Officielle de Québec."

LEONARD & NOYES,
P. C. S.

1661

Province de Québec. }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

Sherbrooke, le seizième jour de mai 1907.

Présent : Sa Seigneurie M. le juge Hutchinson.
La Banque Nationale, corps politique et incorporé,
ayant son principal bureau et sa principale place
d'affaires dans les cité et district de Québec,
Demanderesse ;

vs

C. G. Tremblay et Esdras Verville, tous deux du
canton de Hatley, dans le district de Saint-Fran-
çois,
Défendeurs ;

et

Cléophas Chamberland, commerçant, de la ville de
Magog, district de Saint-François, Opposant.

Il est ordonné aux créanciers du dit défendeur,
Esdras Verville, de produire leurs réclamations
contre lui dans le bureau du protonotaire de cette
cour, dans la cité de Sherbrooke, en cette cause,
sous quinze jours de la date de la première inser-
tion du présent ordre dans la *Gazette Officielle*

GENEST & FRASER,
P. C. S.

Panneton & Leblanc,
Procureurs de l'opposant.

1645

In re P. Robinovitch & Co., Montreal, P. Q.

Notice is hereby given that on the 20th day of
May, 1907, the above named fyled their statement
in the prothonotary's office of the district of Mon-
treal.

P. H. DUFRESNE,
Provisional guardian.
1686

25th May, 1907.

Province of Quebec. }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
The Gurney-Massey Company, Limited,
Plaintiff ;

vs

Dame Fédeline Rancourt (H. Roy & Cie), Lake
Mégantic, Que., Defendant and insolvent.
A first and final dividend sheet has been prepared
in this matter, open to objection until the twelfth
day of June, 1907, after which date dividends will
be payable at my office, 125, Wellington street,
Sherbrooke.

JOHN J. GRIFFITH,
Curator.
1702

Sherbrooke, 23rd May, 1907.

Rules of Court

Province of Quebec. }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 7753

Sweetsburg, the 17th day of May, 1907.

Present : The Honorable judge Lynch, J. S. C.
William H. Ellis, Plaintiff ;

vs

Dame Hélène Poissant, of the parish of Saint Tho-
mas, district of Bedford, widow of the late
Désiré Poissant, in his lifetime of the same place ;
Emile Poissant, Hector Poissant and Oswald
Poissant, also of said parish, and Victor Poissant,
of the town of Iberville, in the district of Ibe-
rville, Defendants.

Seeing the motion of said plaintiff, this day,
granted by the court, and the alleged insolvency of
the said defendants, it is ordered that the creditors
of said defendants be called in by two publications
in the french and english languages, in the " Quebec
Official Gazette ", and that the said creditors do fyle
their claims herein within fifteen days from the
date of the first insertion of the present order in
the said " Quebec Official Gazette."

LEONARD & NOYES,
P. S. C.

1662

Province of Quebec. }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*

Sherbrooke, the sixteenth day of May, 1907.

Present : His Lordship judge Hutchinson.
La Banque Nationale, a body politic and corporate,
having its head office and chief place of business
in the city and district of Quebec,
Plaintiff ;

vs

C. G. Tremblay and Esdras Verville, both of the
township Hatley, in the district of Saint Francis,
Defendants ;

and

Cléophas Chamberland, trader, of the town of
Magog, district of Saint Francis, Opposant.
The creditors of the said defendant, Esdras Ver-
ville, are ordered to fyle their claims against him in
the office of the prothonotary of this court, in the
city of Sherbrooke, within fifteen days from the
first publication of the present order in the *Official
Gazette.*

GENEST & FRASER,
P. S. C.

Panneton & Leblanc,
Attorneys for Opposant.

1646

Licitations

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 3368.

LICITATION.

Avis est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le treizième jour de mai 1907, dans une cause où Dlle Elizabeth Mary Bowden, des cité et district de Montréal, fille majeure, est Demanderesse; et Henry Evan Bowden, Frederick W. Bowden, Ernest A. Bowden, Albert George Bowden, tous des cité et district de Montréal; Sarah Jane Bowden, de la cité de Providence, dans l'état du Rhode Island, un des états-unis d'Amérique, veuve de Alexander Ormiston; Edward A. Bowden, de la cité de New-York, dans l'état de New-York, un des états-unis d'Amérique; Walter S. Bowden, de Gananoque, dans la province d'Ontario, sont Défendeurs, et John Bowden, de la cité de New-York, dans l'état de New-York, un des états-unis d'Amérique, est mis en cause, ordonnant la licitation de certain immeuble décrit comme suit, à savoir :

Un lot de terre connu comme lot numéro neuf cent soixante et sept (967), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, dans la cité de Montréal—avec les bâtisses sus-érigées et les droits y appartenant.

La propriété ci-dessus décrite sera mise à l'enchère et adjugée au plus haut offrant et dernier enchériseur, le VINGT-SEPTIÈME jour de JUIN 1907, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, ou aussitôt possible, après cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Montréal; sujet aux charges clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

BROWN, SHARP & McMICHAEL,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 21 mai 1907. 1675
[Première publication, 25 mai 1907.]

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 852.

LICITATION.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le vingt-neufième jour d'avril mil neuf cent sept, dans une cause dans laquelle Dame Marie So, hie Charlebois, de la ville de Westmount, dit district, épouse contractuellement séparée de biens de Anselme Letang, marchand, du même lieu, et le dit Anselme Letang pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, sont Demandeurs; et Dame Hélène Charlebois, de la ville de Westmount, district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de David Madore, marchand, du même lieu, et le dit David Madore pour autoriser sa dite épouse aux présentes, Hyacinthe François Charlebois, Arsène Charlebois et L. Napoléon Mallette, tous trois du village de la Pointe-Claire, dit district, sont Défendeurs, et Dame Joséphine Legault, de Saint-Joachim de la Pointe-Claire, dit district, veuve du dit feu L. Napoléon Mallette, est Defenderesse par reprise

Licitations

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 3368.

LICITATION.

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the thirteenth day of May, 1907, in a case in which Miss. Elizabeth Mary Bowden, of the city and district of Montreal, spinster, is Plaintiff; and Henry Evan Bowden, Frederick W. Bowden, Ernest A. Bowden, Albert George Bowden, all of the city and district of Montreal; Sarah Jane Bowden, of the city of Providence, in the state of Rhode Island, one of the united states of America, widow of Alexander Ormiston; Edward A. Bowden, of the city of New York, in the state of New York, one of the united states of America; Walter S. Bowden, of Gananoque, in the province of Ontario, are Defendants, and John Bowden, of the city of New York, in the state of New York, one of the united states of America, is *mise en cause*, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit :

A lot of land known as lot number nine hundred and sixty seven (967), on the official plan and book of reference of the Saint Louis ward, in the city of Montreal—with the buildings thereon erected, and rights connected therewith.

The property above described will be put up to auction and adjudged and sold to the last and high at bidder, on the TWENTY SEVENTH day of JUNE, 1907, at the hour of HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, or as soon as possible thereafter, sitting the court, in the court room of the court house, in the city of Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing.

BROWN, SHARP & McMICHAEL,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 21st May, 1907. 1676
[First published, 25th May, 1907.]

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No 852.

LICITATION.

Notice is given that, under and in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the twenty ninth day of April, one thousand nine hundred and seven, in a cause in which Dame Marie Sophie Charlebois, of the town of Westmount, said district, wife separated as to property by marriage contract of Anselme Letang, merchant, of the same place, and the said Anselme Letang for authorizing his said wife to the present, are Plaintiffs; and Dame Helene Charlebois, of the town of Westmount, said district, wife separated as to property by marriage contract of David Madore, merchant, of the same place, and the said David Madore for authorizing his said wife to the present, Hyacinthe François Charlebois, Arsène Charlebois et L. Napoléon Mallette, all three of the village of Pointe-Claire, said district, are Defendants, and Dame Joséphine Legault, of Saint-Joachim de la Pointe-Claire, said district, widow of said late L. Napoléon Mallette,

d'instance, et Dame Margaret Elizabeth Walsh, épouse de John E. Bradley, commis, Thomas Walsh, journalier, et Victor Walsh, bijoutier, tous de la cité de Portland, dans l'état du Maine, l'un des états unis d'Amérique, sont mis en cause, ordonnant la licitation d'un certain immeuble comme suit, savoir :

Un immeuble situé dans le village de la Pointe-Claire, connu et désigné sous le numéro soixante et onze (No 71), aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Pointe-Claire, dans le district de Montréal—avec bâtisses dessus construites.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le SIXIEME jour de JUIN mil neuf cent sept, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de la cité de Montréal, à Montréal; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

BEAUDIN, LORANGER
& ST. GERMAIN,
Avocats des demandeurs.

Montréal, 30 avril 1907. 1477.2
[Première publication, 4 mai 1907].

Province de Québec, Cour Supérieure.
District de Montréal. }
No 1079.

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu du jugement final, en date du vingt-neuf avril mil neuf cent sept, rendu par la cour supérieure du district de Montréal, siégeant en la cité de Montréal, dans une cause portant le No 1079, des dossiers de la dite cour, dans laquelle Aldéric Beaulieu, cultivateur, de la paroisse de Saint-Laurent, dans le district de Montréal, est Demandeur; contre Avila Beaulieu, de la paroisse de Saint-Laurent, dans le district de Montréal, et Napoléon Leduc, aussi du même lieu, en sa qualité de curateur dûment élu en justice à la substitution créée par le testament de Dame Zoé Crevier, épouse de Jean Baptiste Beaulieu, en son vivant du même lieu, suivant testament fait le dix-sept mai mil huit cent quatre-vingt-quatorze, devant Mtre C. S. Tassé, notaire, et son codicile passé le vingt mai mil huit cent quatre-vingt-quatorze, devant le même notaire, sont Défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

Une terre située en la Côte du bas de Saint-Laurent, dans la paroisse de Saint-Laurent, connue et désignée sous le numéro trois cent soixante et sept (No 367), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Laurent—avec bâtisses dessus érigées; bornée en front par le chemin du Roi.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, VENDREDI, le SEPTIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience connue comme cour de pratique, au palais de justice, en la cité de Montréal; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation devra

is defendant by "reprise d'instance," and Dame Margaret Elizabeth Walsh, wife of John E. Bradley, clerk, Thomas Walsh, laborer, and William Walsh, jeweller, all of the city of Portland, in the state of Maine, one of the united states of America, are "mis en cause," ordering the licitation of a certain immoveable described as follows, to wit :

An immoveable situate and being in the village of Pointe-Claire, in the district of Montreal, known and described on the official plan and book of reference of the village of Pointe-Claire, as number seventy one (No. 71) — with buildings thereon erected.

The immoveable above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the SIXTH day of JUNE, one thousand nine hundred and seven, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, sitting the court, in the court room of the court house of the city of Montreal, at Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

BEAUDIN, LORANGER,
& ST. GERMAIN,
Attorneys for plaintiffs.

Montreal, 30th April, 1907. 1478
[First published, 4th May, 1907.]

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 1079.

LICITATION.

Public notice is hereby given that, under and in virtue of the final judgment, dated the twenty ninth April, one thousand nine hundred and seven, rendered by the superior court of the district of Montreal, sitting in the city of Montreal, in a cause bearing No. 1079, of the records of the said court, in which Aldéric Beaulieu, farmer, of the parish of Saint Laurent, in the district of Montreal, is Plaintiff; against Avila Beaulieu, of the parish of Saint Laurent, in the district of Montreal and Napoléon Leduc, also of the same place, in his quality of curator duly appointed to the substitution created by the will of Dame Zoé Crevier, wife of Jean Baptiste Beaulieu, in her lifetime of the same place, made on the seventeenth day of May, one thousand eight hundred and ninety-four, before Mtre. C. S. Tassé, notary, and her codicile made on the twentieth day of May, one thousand eight hundred and ninety-four, before the same notary, are Defendants, ordering the licitation of a certain immoveable described as follows, to wit :

A farm or lot of land situated on la Côte du bas de Saint Laurent, in the parish of Saint Laurent, known and described as being number three hundred and sixty seven (No. 367), on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Laurent—with the buildings thereon erected; bounded in front by the highway.

The immoveable above described will be put up to auction and adjudged and sold to the last and highest bidder, on FRIDAY, the SEVENTH day of JUNE next, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in the practice room of the court house, in the city of Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be

être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

BEAUDIN, LORANGER
& ST. GERMAIN,

Avocats du demandeur.

Montréal, 30 avril 1907. 1479.2

[Première publication, 4 mai 1907.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES et HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir : } **NRE VALERE HEBERT**
No 205. } **failli ; et V. E. PAR-**
DIS, curateur.

Conformément à l'article 879 C. P. C.

Un certain lopin de terre ou emplacement sis et situé dans le village de Kingsville, maintenant Thetford Mines, faisant partie du lot numéro vingt-six du cinquième rang du canton de Thetford, et ci-devant connu et désigné comme étant le lot numéro trente-neuf, du plan fait par F. O. A. Legendre, arpenteur provincial, en octobre mil huit cent quatre-vingt-sept, actuellement connu et désigné comme étant le lot cadastral numéro trois cent trente-deux (No 332), du dit village de Kingsville—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, de la contenance le dit lot de cinquante pieds de front sur cent pieds de profondeur. Sujet à l'échange d'une pointe de terre appartenant au dit lot de huit pieds de front au nord ouest à la rue sur la moitié de la profondeur du dit lot contre une semblable pointe de terre à prendre sur le lot numéro 40, du dit plan, ou sur le lot cadastral No 333, le tout suivant les titres.

Sujet, le dit immeuble, au paiement d'une rente foncière annuelle de six piastres à la King Asbestos Mines Company.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint Alphonse de Thetford, le **VINGT-SIXIEME** jour de **JUIN** 1907, à **NEUF** heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif,
Arthabaska, 21 mai 1907.

[Première publication, 25 mai 1907.]

Shérif.
1677.

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES et HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **GEORGE BEGIN**, Deman-
No 470. } **deur ; contre JOSEPH**
BLAIS, Défendeur.

Une terre sise et située dans le douzième rang du canton de Shenley Sud, étant les deux-tiers nord-ouest du lot numéro trente-cinq (35), de la division primitive, et maintenant connue et désignée comme faisant partie du lot numéro trente-cinq (35)

made to the said licitation must be filed on the office of the protonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing.

BEAUDIN, LORANGER
& ST. GERMAIN,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 30th of April, 1907. 1480

[First published, 4th May, 1907.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS and TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WRIT.

Superior Court—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit : } **NRE VALERE HEBERT**,
No. 205. } **insolvent, and V. E. PAR-**
RADIS, curator.

In conformity to article 879 C. C. P.

A certain lot of land or emplacement lying and being in the village of Kingsville, now Thetford Mines, forming part of lot number twenty six of the fifth range, township of Thetford, and heretofore known and described as being lot number thirty nine of the plan made by F. O. A. Legendre, provincial surveyor, in October, eighteen hundred and eighty seven, actually known and described as being cadastral lot number three hundred and thirty two (332), of said village of Kingsville—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, containing said lot fifty feet in front by one hundred feet in depth. Subject to the exchange of a land point belonging to said lot of eight feet north westerly, to the street by the half of the depth thereof against a like land point from lot number 40, of said plan or cadastral lot No. 333, the whole as per titles.

Subject, the said immoveable, to the payment of an annual *rente foncière* of six dollars to the King Asbestos Mines Company.

To be sold at the parochial church door of Saint Alphonse of Thetford, on the **TWENTY SIXTH** day of **JUNE**, 1907, at **NINE** o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office,
Arthabaska, 21st May, 1907.

[First published, 25th May, 1907.]

Sheriff.
1678.

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS and TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **GEORGE BEGIN**, Plain-
No. 470. } **tid ; against JOSEPH**
BLAIS, Defendant.

A land situate and being in the twelfth range of the township of Shenley South, being the north west two thirds of lot number thirty-five (35), of the primitive division, and now known and described as forming part of the lot number thirty five (35).

du dit rang, sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Beauce, pour le dit canton de Shenley, contenant 67 acres de terre en superficie, plus ou moins, et ainsi bornée : des deux bouts aux lignes rectangulaires du dit rang, d'un côté au tiers sud du dit lot trente-cinq (35), de l'autre côté au lot numéro trente-six (36) du dit rang — avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A l'exception d'un moulin sis et situé sur la dite terre, à environ 50 à 60 pieds de la ligne de division des lots trente-cinq (35) et trente-six (36), des dits douzième et treizième rangs de Shenley Sud, et à environ trois arpents du chemin entre les douzième et treizième rangs du susdit canton, circonstances et dépendances.

2° Une terre sise et située dans le douzième rang du canton de Shenley Nord, étant le quart sud-est du lot numéro dix-neuf (19), de la division primitive, et maintenant connue et désigné comme faisant partie du lot numéro dix-neuf A (19 A), du dit rang, sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Beauce, pour le dit canton de Shenley, contenant 50 acres de terre en superficie, plus ou moins, et ainsi bornée : des deux bouts aux lignes rectangulaires du dit rang, d'un côté par le terrain de Georges Toulouse, et de l'autre côté par celui de Céline Thibodeau — avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sauf à distraire de la dite terre : un emplacement mesurant 72 pieds de front sur 90 pieds de profondeur, et ainsi borné : en front par le chemin dans le trait carré entre les douzième et treizième rangs des trois autres côtés par le terrain de Joseph Blais ; le dit emplacement se trouvant environ à moitié chemin des lignes de chaque côté du terrain du dit Joseph Blais et à l'endroit où il est clôturé et occupé par les commissaires d'écoles — avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3° Un morceau de terre de 30 acres en superficie, plus ou moins, et faisant partie des lots numéros trente-sept A (37 A), trente-sept B (37 B), trente-huit A (38 A), trente-huit B (38 B), et trente-neuf, pour le treizième rang de Shenley Sud, et ainsi borné : en front par le chemin public du douzième rang, et en profondeur à une petite rivière — circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ephrem de Tring, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUIN prochain 1907, à ONZE heures de l'avant midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Village Saint-Joseph, Beauce, 20 mai 1907.

1657

[Première publication, 25 mai 1907.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Bedford.

Province de Québec, } **HERBERT H. BALL**, du
District de Bedford. } le village de Granby, dans
No 7755. } le district de Bedford, De-
mandeur : contre les biens et terres de **DAME HELENE POISSANT**, de la paroisse de Saint Thomas, dit district, veuve de feu Désiré Poissant, en son vivant du même lieu, et Emile Poissant, Hector Poissant, Oswald Poissant, de la dite paroisse, et Victor Poissant, des ville et district d'Iberville, conjointement et solidairement, Défendeurs.

Une terre supposée contenir deux cent douze

of the said range, on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Beauce, for the township of Shenly, containing 67 acres of land in area, more or less; and bounded at both ends by the rectangular lines of the said range, on one side by the south third of the said lot thirty five (35), and on the other side by lot number thirty six (36), of the said range—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Excepting a mill, situate and being on the said land, at about 50 to 60 feet from the division line of the lots thirty five (35) and thirty six (36), of the said twelfth and thirteenth ranges of Shenley South, and at about three arpents from the road between the twelfth and thirteenth ranges of the said township, circumstances and dependencies.

2. A land situate and being in the twelfth range of the township of Shenley North, being the south east quarter of the lot number nineteen (19), of the primitive division and now known as forming part of the lot number nineteen A (19 A), of the said range, on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Beauce, for the said township of Shenley, containing 50 acres of land in area, more or less, and bounded : at both ends by the rectangular lines of the said range, on one side by the lot of Georges Toulouse, and on the other side by Céline Thibodeau—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Reserving and excepting from the said land : a lot measuring 72 feet in front by 90 feet in depth, and bounded : in front by the road in the division line between the twelfth and thirteenth ranges, on the other three sides by the land of Joseph Blais ; said lot being about midway from the lines on each side of the land of the said Joseph Blais and at the place where it is fenced and occupied by the school commissioners—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. A piece of land of 30 acres in area, more or less, and forming parts of the lots numbers thirty seven A (37 A), thirty seven B (37 B), thirty eight A (38 A), thirty eight B (38 B), and thirty nine, for the thirteenth range of Shenley South, and also bounded : in front by the main road of the twelfth range, and in rear by a small river—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Ephrem de Tring, on the **TWENTY FIFTH** day of **JUNE** next, 1907, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Village of Saint Joseph, Beauce, 20th May, 1907.

1658

[First published, 25th May, 1907.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Bedford.

Province of Québec, } **HERBERT H. BALL**, of
District of Bedford. } the village of Granby,
No. 7755. } in the district of Bedford,
Plaintiff ; against the goods and lands of **DAME HELENE POISSANT**, of the parish of Saint Thomas, said district, widow of the late Désiré Poissant, in his lifetime of the same place, and Emile Poissant, Hector Poissant, Oswald Poissant, of the said parish, and Victor Poissant, of the town and district of Iberville, jointly and severally, Defendants.

A farm supposed to contain two hundred and

acres de terre en superficie, plus ou moins—avec toutes les bâtisses sus-érigées, étant les lots numéros deux cent vingt (220), deux cent vingt et un (221), deux cent vingt-deux (222) et deux cent vingt-trois (223), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Thomas, comté de Missisquoi et district de Bedford.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Jacques de Clarenceville, dans la paroisse de Saint-Georges de Clarenceville, à Clarenceville ainsi appelée, dans le comté de Missisquoi et district de Bedford, le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN prochain 1907, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif,
Sweetsburg, 18 mai 1907.

Shérif.
1649

[Première publication, 25 mai 1907.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } **ROBERT H. STRANGE,**
District de Bedford. } **R** commerçant, du village
No 7680. } de Cowansville, dans le district de Bedford, Demandeur; contre les biens meubles et immeubles de **DAME ISABELLA WRIGHT**, de la partie est du canton de Farnham, dans le dit district, veuve de feu Aaron Bull, en son vivant, cultivateur, du même lieu, décédé, Défenderesse.

Cette propriété située dans la partie est du canton de Farnham, district de Bedford, composée et comprenant :

1° Les trois quarts sud du lot numéro huit, du troisième rang des lots de la subdivision primitive du dit canton, maintenant connus et désignés sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la dite partie est du dit canton, comme lot trois cent huit (308), sauf et excepté, cependant, à distraire de la partie ouest du dit lot No 308, deux (2) acres d'ice-lui, ayant deux verges de largeur sur cent soixante verges de profondeur, mesuré du sud au nord.

2° Cette étendue de terre de forme irrégulière, formant partie du lot numéro sept, dans le dit troisième rang, et maintenant connue sur le plan et dans le livre de renvoi officiels sous le numéro trois cent quatre (304), contenant trente-six acres en superficie; bornée au sud et à l'est par le No 306, au nord par un ruisseau et le No 507, du quatrième rang, et à l'ouest par les Nos 305, 308 et 309.

3° Toute cette partie du lot numéro neuf, du quatrième rang des lots de la dite subdivision primitive du dit canton, qui s'étend sur la rive sud de la rivière Yamaaka traversant le dit lot, maintenant connue et désignée sur le dit plan et dans le livre de renvoi officiels comme lot numéro cinq cent un (501), à l'exception, toutefois, de la partie qui est traversée par la compagnie dite "The Atlantic and North West Railway Company"—avec ensemble toutes les bâtisses dessus construites.

Les dites étendues de terre pour être vendues en bloc comme une seule terre.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Vincent, à Adamsville (ainsi appelée), dans le comté de Brome, district de Bedford, le HUITIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif,
Sweetsburg, 27 avril 1907.

Shérif.
1463.2

[Première publication, 4 mai 1907.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

twelve acres of land in superficies, more or less—as well as all the buildings thereon erected, being lots number two hundred and twenty (220) two hundred and twenty one (221), two hundred and twenty two (222) and two hundred and twenty three (223), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Thomas, county of Missisquoi and district of Bedford.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Jacques de Clarenceville, in the parish of Saint George de Clarenceville, at Clarenceville so called, in the county of Missisquoi and district of Bedford, on the TWENTY NINTH day of JUNE next, 1907, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office,
Sweetsburg, 18th May, 1907.

Sheriff
1650

[First published, 25th May, 1907.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, } **ROBERT H. STRANGE,**
District of Bedford. } **R** of the village of Cowansville, in the district of Bedford, trader, Plaintiff; against the goods and lands of **DAME ISABELLA WRIGHT**, of the east part of the township of Farnham, in said district, widow of the late Aaron Bull, in his lifetime of the same place, farmer, deceased, Defendant.

That certain property situate in the east part of the township of Farnham, district of Bedford, composed of and comprising :

1. The south three quarters of lot number eight, of the third range of lots of the primitive subdivision of the said township, now known and designated on the official plan and book of reference of the said east part of the said township as lot three hundred and eight (308), save and except, however, from the west part of said lot No. 308, two (2) acres thereof, being two rods in width by one hundred and sixty rods in depth, measured from south to north.

2. That certain piece of land of irregular figure, forming part of lot number seven, in the said third range, and now known of the said official plan and book of reference as number three hundred and four (304), containing thirty six acres in superficies; bounded on the south and east by No. 306, on the north by a brook and No. 507, of the fourth range, and on the west by Nos. 305, 308, and 309.

All that part of lot number nine, of the fourth range of lots of the said primitive subdivision of the said township, which lies south of the river Yamaaka crossing said lot, now known and designated on the said official plan and book of reference as lot number five hundred and one (501), save and except, however, therefrom what is crossed by the Atlantic and North West Railway Company—together with all the buildings thereon erected.

The said pieces of land to be sold en bloc as one farming establishment.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Vincent, at Adamsville (so called), in the county of Brome and district of Bedford, on the EIGHTH day of JUNE next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office,
Sweetsburg, 27th April, 1907.

Sheriff.
1464

[First published, 4th May, 1907.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure—District de Joliette.*

Joliette, à savoir : } **MAURICE PAQUETTE**,
 No. 4059. } Demandeur ; contre
FRANÇOIS XAVIER CHAILLÉ, Défendeur, et
 J. A. Bonin, notaire, curateur au délaissement.

Un terrain portant le numéro quarante-neuf (49), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Roch de l'Achigan, dans le comté de l'Assomption.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Roch de l'Achigan, le SEPTIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif,
 Joliette, 29 avril 1907.

Shérif.
 1459.2

[Première publication, 4 mai 1907.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS*Superior Court.—District of Joliette.*

Joliette, to wit : } **MAURICE PAQUETTE**,
 No. 4059. } Plaintiff ; against **FRAN-**
ÇOIS XAVIER CHAILLÉ, Defendant, and J. A.
 Bonin, notary, curator to the surrender.

A lot bearing the number forty nine (49), of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Roch de l'Achigan, in the county of L'Assomption.

To be sold at the church door of the parish of Saint Roch de l'Achigan, on the SEVENTH day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office,
 Joliette, 29th April, 1907.

Sheriff.
 1460

[First published, 4th May, 1907.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **JOHN WANDBY VERNER**,
 No 1277. } NER, des cité et district
 de Montréal, marchand, Demandeur ; contre les
 terres et tenements de A. G. BROWN, du même
 lieu, Défendeur.

Un emplacement situé dans le quartier Saint-Joseph, de la cité de Montréal ; borné en front par la rue Delisle, composé :

1° D'un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, comme lot numéro cent trente-six (No 136)—avec une maison et autres bâties sus-érigées ; borné en front par la rue Delisle.

2° D'un morceau de terre, étant les deux tiers nord-est du lot numéro deux cent quatre-vingt-cinq (No 285), sur un certain plan de la propriété de Workman et Delisle, fait par H. M. Perrault, arpenteur juré, et déposé de record dans le bureau de feu M^{re} T. Doucet, par acte de dépôt daté le 23ème jour de mars 1864, le dit morceau de terre contenant trente pieds de front sur 30 pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, plus ou moins ; le dit morceau de terre étant la partie nord-est du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, comme lot numéro cent trente-cinq (No 135) ; borné en front par la rue Delisle, en arrière au nord-ouest par le lot officiel numéro cent vingt-trois (No 123), sur les dits plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, d'un côté au nord-est par le lot officiel numéro cent trente-six (No 136), sur les dits plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine—avec une maison en bois à deux étages, lambrissée en briques, et autres bâties sus-érigées.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif,
 Montréal, 22 mai 1907.

Shérif.
 1709

[Première publication, 25 mai 1907.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **JOHN WANDBY VERNER**,
 No. 1277. } of the city and district of
 Montreal, merchant, Plaintiff ; against the lands
 and tenements of A. G. BROWN, of the same
 place, Defendant.

A certain emplacement situate in the Saint Joseph ward, of the city of Montreal ; bounded in front by Delisle street, composed :

1. Of a lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the Saint Antoine ward, of the city of Montreal, as lot No. one hundred and thirty six (No. 136)—with a house and other buildings thereon erected ; bounded in front by Delisle street.

2. Of a piece and parcel of land, being the north east two-thirds of lot number two hundred and eighty five (No. 285), on a certain plan of the Workman and Delisle property, made by H. M. Perrault, sworn land surveyor, and deposited of record in the office of the late M^{re} T. Doucet, by acte de dépôt, dated 23rd of March, 1864, and containing said piece and parcel of land 30 feet in front by 80 feet in depth, the whole english measure, more or less ; said piece and parcel of land being the north east part of lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the Saint Antoine ward, of the city of Montreal, as lot number one hundred and thirty five (No. 135) ; bounded in front by Delisle street, in rear to the north west by official lot number one hundred and twenty three (No. 123), on the said official plan and book of reference of the said Saint Antoine ward, on one side to the north east by official lot number one hundred and thirty six (No. 136), on the said official plan and book of reference of the said Saint Antoine ward—with a two story wooden house encased in brick and buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office,
 Montreal, 22nd May, 1907.

Sheriff.
 1710

[First published, 25th May, 1907.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour de Circuit.—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : } **OCTAVE J. BEAUCHAMP**,
No 3614. } commerçant, du canton de
Templeton, dans le district d'Ottawa, Demandeur ;
contre **JOSEPH MADORE**, du même lieu, journalier, Défendeur, à savoir :

Partie du lot treize C (13 C), dans le deuxième rang du canton de Templeton, dans le district d'Ottawa, conformément au plan et livre de renvoi officiels, ayant 55 pieds sur 120 pieds ; borné au nord par le chemin du 2e rang de Templeton, ayant 55 pieds, plus ou moins, sur le dit chemin en largeur, à l'est par un chemin de 26 pieds de largeur, au sud par la propriété de Mlle Elizabeth Tully, et à l'ouest par une ligne de 129 pieds, plus ou moins, du dit chemin de 26 pieds parallèle à celui et angles droits jusqu'au chemin en premier lieu mentionné—ensemble avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le **VINGT-CINQUIEME** jour de **JUIN** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif.

Shérif.

Hull, 21 mai 1907.

1699

[Première publication, 25 mai 1907.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : } **LA BANQUE NATIONALE**,
No 1754. } Le corps politique et dûment
incorporé, faisant les affaires de banque, et ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Québec, Demanderesse ; contre **DAME ANNA CLERMONT**, veuve de feu Paul Thomas Desjardins, en son vivant de la cité de Hull, dans le district d'Ottawa, notaire public, Défenderesse, à savoir :

1° La moitié est du lot numéro cent soixante et neuf (169), dans le quartier numéro quatre, de la dite cité de Hull, contenant quarante-neuf pieds et demi de largeur sur soixante et six pieds de profondeur, le tout plus ou moins ; bornée en front au sud par la rue Victoria, en arrière au nord par la moitié est du lot No 152, du côté ouest par la moitié ouest du dit lot No 169, et du côté est par le lot No 170—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

2° Le quart nord-est du lot numéro cent vingt-neuf (129), dans le quartier numéro trois, de la dite cité de Hull, contenant trente-trois pieds de front sur quatre-vingt-sept pieds et trois quarts de profondeur ; borné en front au nord par la rue Queen, en arrière et à l'ouest par partie du même lot, la propriété de George C. Wright et autres, et à l'est par le quart nord-ouest du lot No 130, aussi la propriété du dit George C. Wright et autres.

3° Ce morceau de terre situé dans le village de la Pointe à Gatineau, dans le district d'Ottawa, composé des parties nord des lots quatre cent huit et quatre cent quatre-vingt-un (408 et 421), comprenant dans leur étendue une baie à mer basse, ainsi que le rivage sud de la dite baie, formant partie du dit lot 421, partant de la borne de la propriété de Jean Charles Taché et le lot No 420, tel que faisant maintenant partie du rivage nord de la dite baie.

4° Lot numéro trois cent soixante et deux (362), dans le dit village de la Pointe à Gatineau—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

5° Lot numéro quatre cent quarante-huit (448), du dit village de la Pointe à Gatineau ; borné en

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Circuit Court.—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : } **OCTAVE J. BEAUCHAMP**,
No 3614. } trader, of the township of
Templeton, in the district of Ottawa, Plaintiff ;
against **JOSEPH MADORE**, of the same place, laborer, Defendant, to wit :

Part of lot thirteen C (13 C), in the second range of the township of Templeton, in the district of Ottawa, according to the official plan and book of reference, being 55 feet by 120 feet ; bounded on the north by the road of the 2nd range of Templeton, being 55 feet, more or less, on said road in width, on the east by a roadway, 26 feet wide, on the south by the property of Miss Elizabeth Tully, and on the west by a line 129 feet, more or less, from the said 26 feet roadway parallel thereto and at right angles to the first mentioned road—together with the buildings and all improvements thereto.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the **TWENTY FIFTH** day of **JUNE** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Hull, 21st May, 1907.

1700

[First published, 25th May, 1907.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : } **LA BANQUE NATIONALE**,
No. 1754. } A body politic and corporate,
duly incorporated, carrying on the business of banking, and having its principal place of business in the city and district of Quebec, Plaintiff ; against **DAME ANNA CLERMONT**, widow of the late Paul Thomas Desjardins, in his lifetime of the city of Hull, in the district of Ottawa, notary public, Defendant, to wit :

1. The east half of lot number one hundred and sixty nine (169), in ward number four, of the said city of Hull, containing forty nine and one half feet in width by sixty six feet in depth, the whole more or less ; bounded in front to the south by Victoria street, in rear to the north by the east half of lot No. 152, on the west side by the west half of said lot No. 169, and on the east side by lot No. 170—with the buildings and improvements thereon.

2. The north east quarter of lot number one hundred and twenty nine (129), in ward number three, of the said city of Hull, containing thirty three feet in front by eighty seven and three quarters feet in depth ; bounded in front to the north by Queen street, in the rear and to the west by part of the same lot, the property of George C. Wright and others, and to the east by the north west quarter of lot No. 130, also the property of the said John C. Wright and others.

3. That certain piece of land situate in the village of Gatineau Point, in the district of Ottawa, composed of the north parts of lots four hundred and eight and four hundred and twenty one (408 and 421), comprising in their extent a bay at low water, as well as the south shore of the said bay, forming part of the said lot 421, starting from the boundary of the property of Jean Charles Taché and the lot No. 420, as actually enclosed of the north shore of the said bay.

4. Lot number three hundred and sixty two (362), in the said village of Gatineau Point—with the buildings and improvements thereon.

5. Lot number four hundred and forty eight (448), of the said village of Gatineau Point ; bounded

front par la rivière Ottawa, en arrière par la baie, d'un côté vers l'ouest par la propriété de Modeste St. Jean, et vers l'est par la propriété de Modeste Vaive—avec une maison en bois et autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus comme suit : lots 1 et 2, dans mon bureau, dans la cité de Hull, le QUATRIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi, et lots 3, 4 et 5, au bureau d'enregistrement, dans la dite cité, le MEME JOUR, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT

Bureau du Sheriff,
Hull, 24 avril 1907.

Shérif.
1473.2

[Première publication, 4 mai 1907.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } JAMES SCANNELL, cultivateur et menuisier, du district d'Ottawa, et al, Demandeurs ; vs DAME MARY CAPLESS, du canton de Hull, dans le dit district d'Ottawa, veuve de feu James O'Connell, en son vivant du même lieu, cultivateur, Défendeur, à savoir :

Lots numéros treize b et treize e (13b et 13e), dans le onzième rang du canton de Hull, dit district d'Ottawa, et lots numéros dix-sept a et dix-sept b (17a et 17b), dans le douzième rang du dit canton de Hull, conformément aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le QUATRIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif,
Hull, 22 avril 1907

Shérif.
1475.2

[Première publication, 4 mai 1907.]

Ventes par le Shérif—Pontiac

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } GEORGE M. RAWLIUS, commerçant, District de Pontiac, } de la ville de Pembroke, dans le comté de Renfrew, province d'Ontario, Demandeur ; contre J. A. GIGUERE, médecin, de Chapeau, dans le canton de l'île aux Allumettes, district de Pontiac, Défendeur, à savoir :

Lot numéro onze, dans le 5e rang du village de Chapeau, situé sur le côté sud de la rue Saint-Jacques, le dit lot étant partie du lot original numéro 36, dans le deuxième rang de l'île aux Allumettes ; borné au nord par la rue Saint-Jacques, à l'ouest par le lot numéro 37, au sud partie par les lots dix et onze, dans le 5e rang de Chapeau village, et à l'est par le lot dix A, aussi les deux maisons en charpente à deux étages prêtes à être lambrissées, situées sur le dit lot sur le côté sud de la rue Saint-Jacques, dans le dit village, portant aucun numéro—ensemble avec une cuisine y annexée.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans le village de Bryson, le VINGT-SIXIEME jour de JUIN dix-neuf-cent-sept, à DIX heures de l'avant-midi.

SIMON McNALLY,

Bureau du Shérif,
Bryson, 20 mai 1907.

Shérif.
1697

[Première publication, 25 mai 1907.]

in front by the Ottawa river, in rear by bay, on one side towards the west by the property of Modeste St. Jean, and towards the east by the property of Modeste Vaive—with a wooden house and other buildings thereon.

To be sold as follows : blocks 1 and 2, at my office, in the city of Hull, on the FOURTH day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon, and blocks 3, 4 and 5, at the registry office, in said city, on the SAME DAY, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office,

Hull, 24th April, 1907.

Sheriff.
1474

[First published, 4th May, 1907.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } JAMES SCANNELL, farmer No. 1727. } and carpenter, of the district of Ottawa, et al, Plaintiffs ; vs DAME MARY CAPLESS, of the township of Hull, in said district of Ottawa, widow of the late James O'Connell, in his lifetime of the same place, farmer, Defendant, to wit :

Lots numbers thirteen b and thirteen e (13b and 13e), in the eleventh range of the township of Hull, said district of Ottawa, and lots numbers seventeen a and seventeen b (17a and 17b), in the twelfth range of the said township of Hull, according to the official plan and book of reference for said township—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the FOURTH day of JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office,

Hull, 22nd April, 1907.

Sheriff.
1476

[First published, 4th May, 1907.]

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Québec, } GEORGE M. RAWLIUS, trader, of the town of District of Pontiac, } Pembroke, in the county of Renfrew, province of Ontario, Plaintiff ; against J. A. GIGUERE, physician, of Chapeau, in the township of Allumettes Island, district of Pontiac, Defendant, to wit :

Lot number eleven, in the 5th range of the village of Chapeau, situated on the south side of Saint James street, the same being part of original lot number 36, in the second range of Allumettes Island ; bounded on the north by Saint James street, on the west by lot number 37, on the south partly by lots ten and eleven, in the 5th range of Chapeau village, and on the east by lot ten A, also the two story frame houses ready for veneering, situated on said lot on the south side of Saint James street, in the said village, bearing no number—together with a kitchen thereunto annexed.

To be sold at the registry office, in the village of Bryson, on the TWENTY-SIXTH day of JUNE, nineteen hundred and seven, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

SIMON McNALLY,

Sheriff's Office,

Bryson, 20th May, 1907.

Sheriff.
1698

[First published, 25th May, 1907.]

Ventes par le Shérif—Québec

VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.**MANDAT DE CURATEUR.**

Québec à savoir : } **J. EDGAR CLOUTIER** ET
No 1164. } **AL. ES QUALITÉ**, faillie, et
VITAL-ELZEAR PARADIS, curateur, à savoir :

1° Le lot No 4024 (quatre mille vingt-quatre), du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé au coin sud-ouest des rues Saint-Joachim et Saint-Augustin—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Le lot No 4024a (quatre mille vingt-quatre a), du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un terrain situé au côté sud de la rue Saint-Joachim—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le **VINGT-HUITIEME** jour de **JUIN** prochain, à **DIX** heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif,
Québec, 23 mai 1907.

Shérif.
1711

[Première publication, 25 mai 1907.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe. } **DION & GREGOIRE**, De-
No 320. } mandeurs ; vs **WILBROD**
HOULE, absent, Défendeur, savoir :

Une fromagerie érigée au chemin du quatrième rang du township d'Acton, sur la partie de la terre connue et désignée comme étant la moitié est du lot No 467 (quatre cent soixante-sept), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-André d'Acton—avec toutes les accessoires, y compris, entre autres, un engin à vapeur, une bouilloire, les arbres de couche, les courroies et poulies, un réservoir à crème, un séparateur automatique, un réservoir à lait et une baratte.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-André d'Acton, en la ville d'Acton, le **VINGT QUATRIEME** jour de **JUIN** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

J. M. BORDUA,

Bureau du Shérif,
Saint-Hyacinthe, 22 mai 1907.

Shérif.
1695

[Première publication, 25 mai 1907.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.**CURATOR'S WARRANT.**

Quebec, to wit : } **J. EDGAR CLOUTIER** ET
No. 1164. } **AL. ES QUALITE**, insolvents,
and **VITAL ELZEAR PARADIS**, curator, to wit :

1. Lot No. 4024 (four thousand and twenty four), of the official cadastre of Montcalm ward, of the city of Quebec, being a lot situate on the south west corner of Saint Joachim and Saint Augustin streets—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Lot No. 4024a (four thousand and twenty-four a), of the official cadastre of Montcalm ward, of the city of Quebec, being a lot situate on the south side of Saint Joachim street—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the **TWENTY-EIGHTH** day of **JUNE** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's office,
Quebec, 23rd May, 1907.

Sheriff.
1712

[First published, 25th May, 1907.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Saint Hyacinth.

Saint Hyacinth. } **DION & GREGOIRE**, Plain-
No. 320. } tiffs ; vs **WILBROD**
HOULE, absent, Defendant, to wit :

A cheese factory erected on the fourth range of the township of Acton, on that part of land known and designated as being the east half of lot No. 467 (four hundred and sixty seven), of the official cadastre for the parish of Saint André d'Acton—with all the implements, including, at most, one engine with boiler, shafts, belts and poulies, a cream vat, one automatic separator, one milk vat and one churning machine.

To be sold at the church door of the parish of Saint André d'Acton, in the town of Acton, on the **TWENTY FOURTH** day of **JUNE** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

J. M. BORDUA,

Sheriff's Office,
Saint Hyacinth, 22nd May, 1907.

Sheriff.
1696

[First published, 25th May, 1907.]

PROVINCE DE QUÉBEC.
—
VILLE DE SAINT-JÉRÔME.

Avis public est par les présentes donné par Edouard Marchand, secrétaire-trésorier, que les lots de terre ou emplacements ci-dessous désignés, seront vendus à l'enchère publique au palais de justice de cette ville, MARDI, le DIX-HUITIÈME jour de JUIN 1907, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales et scolaires et autres charges dues, conformément aux dispositions de la charte de la ville de Saint-Jérôme, à moins que les dites taxes et autres charges, ainsi que les frais encourus, ne soient payés avant la vente, savoir :

PROVINCE OF QUEBEC.
—
TOWN OF SAINT JEROME.

Public notice is hereby given by Edouard Marchand, secretary treasurer, that the lots or emplacements hereinafter mentioned, shall be sold by public auction at the court house of the said town, on TUESDAY, the EIGHTEENTH day of JUNE, 1907, at TEN o'clock in the forenoon, for municipal and school taxes and other charges dues, in conformity with the provisions of the charter of the town of Saint Jérôme, unless the said taxes and other charges, with costs then incurred be paid, before the sale, to wit :

Noms. — Names.	No du cadastre ou désignations. No. of cadaster or designations.	Taxes municipales.	Municipal taxes.	Taxes scolaires.	School taxes.	Frais.	Total.
		—	—	—	—	Costs.	—
Jovite Desjardins ou succession J. B. Bouchard....	Un lot, partie No 362, du cadastre, de 50 pieds de front sur 100 de profondeur; tenant devant rue Saint-Sauveur, derrière à Alexandre Lajeunesse, d'un côté à Louis Taylor, de l'autre côté à Francis Paquette—avec bâtisses.—One lot, part of No. 362, of cadaster, fifty feet in front by 100 length, in front Saint Sauveur street, in rear by Alexandre Lajeunesse, on one side Louis Taylor, on the other side by Francis Paquette—with buildings.....	\$20 92	\$1 86	\$3 94	\$26 72		
Rosalie Rochon....	Un lot, partie No 1, du cadastre, de 50 pieds de front par 53 de profondeur; tenant devant rue Labelle, derrière et d'un côté à Emmanuel Perron, de l'autre côté à Venant Ethier—avec bâtisses.—One lot, part of No. 1, of cadaster, 50 feet front by 53 in length, front on Labelle street, by the rear and one side to Emmanuel Perron, on the other side to Venant Ethier—with buildings.....	9 79	1 62	3 94	15 35		
Succ. — Heir Isaïe Moraud, ...	Lot No 8, de la subdivision du No 360, du cadastre.—Lot No. 8, of the subdivision of No. 360, of cadaster.	29 95	2 70	3 94	36 59		
Joseph Labelle....	Un lot, partie du No 482, ayant front sur la rue Sainte-Thérèse; borné en front par la dite rue, en arrière par le reste du No 482 (Louis Labelle), d'un côté par le No 481, de l'autre côté par le No 480—avec bâtisse.—One lot, part of No. 482; bounded in front by Sainte Thérèse street; bounded in front by the said street, in rear by the other part of No. 482 (Louis Labelle), on one side by No. 481, on the other side by No. 480—with building.....	1 03	0 54	0 94	2 51		
Ferdinand Parent..	Un lot de 48 pieds de front par 120 de profondeur; tenant devant à Paul Emile Gascon derrière à la Communauté des Sœurs Grises, d'un côté à partir du No 55, du cadastre (Louis Robert), de l'autre côté au dit No 55, moins un passage de 10 pieds réservé en commun avec Louis Robert.—One lot of 48 feet in front by 120 in length; bounded in front by Paul Emile Gascon, in rear to Grey Nuns property, on one side to one part of No. 55, of cadaster (Louis Robert), on the other side to the said No. 55, to be deducted a passage of 10 feet width to be use in common with Louis Robert.....	5 56	8 19	0 94	14 69		
Joseph Lafleur....	Lots Nos 5 et 6, de la subdivision du No 284, du cadastre—avec bâtisses.—Lots Nos. 5 and 6, of the subdivision of No. 284, of cadaster—with buildings....	40 59	25 56	10 49	76 64		

E. MARCHAND,
Secrétaire-trésorier.—Secretary treasurer.
1647-48

Saint-Jérôme, 23 mai—23rd May, 1907.

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du 22^e jour de mai 1907, incorporant MM. François Dufresne, entrepreneur maçon, de la ville de Saint-Laurent, Rolland Préfontaine, ingénieur civil et manufacturier, Adolphe Chartier, entrepreneur, Joseph Herman Archambault, étudiant en droit, et Sylvestre Doré, comptable, tous quatre de la cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir :

Faire les affaires d'extraire, miner, couper, scier, finir, poser, acheter et vendre le marbre ou autre pierre et en faire le commerce ; manufacturer, acheter, vendre toute sorte de briques, pierre et matériaux de construction, effets et marchandises par terre ou par eau, et pour cette fin acheter, posséder ou affréter et mettre en opération des bateaux à vapeur, remorqueurs à vapeur, larges et autres bateaux ;

Manufacturer et vendre du ciment et en faire le commerce, et toute sorte de ciment naturel et autre, la chaux, pierre à chaux calcinée et autre plâtres et pierre artificielle, et ériger ou acquérir par achat, bail ou autrement des manufactures, fours et bâtisses ;

Faire les affaires d'entreprise et de construction dans toutes ses branches et de faire toutes choses y ayant rapport et nécessaires et utiles pour les fins des affaires de commerce, et de manufacture comme susdit, sous le nom de "Saint Laurent Quarry Company", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en huit cents actions (800) de vingt-cinq piastres (\$25) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-troisième jour de mai 1907.

L. RODOLPHE ROY,

1713

Secrétaire de la province.

Government Notices

Public notice is hereby given that, in virtue of the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty second day of May, 1907, incorporating Messrs. François Dufresne, mason contractor, of the town of Saint Laurent, Rolland Préfontaine, civil engineer and manufacturer, Adolphe Chartier, contractor, Joseph Herman Archambault, law student, and Sylva Doré, accountant, all four of the city of Montreal, for the following purposes, viz :

To carry on the business of quarrying, mining, cutting, sawing, finishing, setting, purchasing, selling and dealing in marble or other stone ; to manufacture, buy, sell, deal and trade in any and every kind of brick, stone, and building materials and supplies ; to transport bricks, building materials, goods and merchandise by land or water, and for that purpose to purchase, own or charter, and operate, steam boats, steam tugs, barges and other boats ;

To manufacture, sell and deal in cement, and all kinds of natural and other cement, lime, limestone, calcined and other plasters and artificial stone, and to erect, or acquire by purchase, lease or otherwise, manufactories, kilns and buildings ;

To carry on the business of contracting and construction in all its branches and to do any and all things incidental thereto and necessary and proper to be done in connection with the business of trading and manufacturing as aforesaid under the name of "Saint Laurent Quarry Company", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000 00), divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25) each.

The principal place of business of the corporation in the province, shall be in the city of Montreal.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty third day of May, 1907.

L. RODOLPHE ROY,

1714

Provincial Secretary.

Avis de Faillites

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'une ordonnance de la cour supérieure, en date du dix-huitième jour de mai, mil neuf cent sept, les sous-signés ont été nommés curateurs conjoints dans l'affaire de Jos. Nap. Fortin, de Saint-Ephrem de Tring, Beauce, marchand, insolvable.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de nous produire leurs réclamations, dûment attestées sous serment, dans un délai de trente jours de cette date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,

Curateurs-conjoints.

Québec, 23 mai 1907.

1717

District de Saint-François.

In re Chas. Renaud, sr., sellier, de Magog, Qué., Failli.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 22 mai 1907, j'ai été nommé curateur aux biens abandonnés du dit failli.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau, No 87, rue Wellington, Sherbrooke, Qué., dans les trente jours de cette date.

J. P. ROYER,

Curateur.

Sherbrooke, 22 mai 1907.

1723

Bankrupt Notices

Notice is hereby given that by virtue of an order of the superior court, dated eighteenth day of May, one thousand nine hundred and seven, the undersigned have been appointed joint-curators in the matter of Jos. Nap. Fortin, of Saint Ephrem de Tring, Beauce, trader, insolvent.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims, duly attested, within thirty days from this date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,

Joint curators.

Quebec, 23rd May, 1907

1718

District of Saint Francis.

In re Chas. Renaud, sr., harness-maker, of Magog, Que., Insolvent.

By virtue of an order of the court, dated 22nd May, 1907, I have been appointed curator to the abandoned estate of the said insolvent.

Creditors are requested to file their claims at my office, No. 87, Wellington street, Sherbrooke, Que., within thirty days from this date.

J. P. ROYER,

Curator.

Sherbrooke, 22nd May, 1907.

1724

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 57.

In re Curt Naumann, hôtelier, de Montréal.
Insolvab'e.

Avis est donné que le 23e jour de mai 1907, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sous-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, rue Saint-François-Xavier, Montréal. 1715

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure
In re Henry Cregeen, maître-charretier, des cité et district de Montréal, Débitur insolvable ;

et
Thomas R. Cregeen, commis, du même lieu.
Créancier requérant cession.

Avis est par les présentes donné que Henry Cregeen, maître-charretier, de Montréal, a, le vingt-unième jour de mai mil neuf cent sept, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal, conformément à la loi.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE.
Procureurs du requérant cession.

THOS. R. CREGEEN,
Gardien provisoire.
Montréal, 23 mai 1907. 1721

Avis est donné que Goulet & Simard, de Saint-Georges de Beauce, marchands, ont, le vingt-deuxième jour de mai 1907, fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Beauce.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Gardiens provisoires.
Québec, 23 mai 1907. 1719

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 21.

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS : — Dmes Alder vs Weissman, 839 ; Brodeur vs Avaré, 816 ; Charbonneau vs Leclaire, 837 ; Corber vs Lechner, 837 ; Deslongchamps vs Lepage, 838 ; Fleisher vs Goldshleger, 837 ; Gauthier vs Lessard, 836 ; Laframboise vs Légaré, 836 ; Lambert vs Drouin, 837 ; Lambert vs Picard, 838 ; Landry vs Lallier, 838 ; Leblanc vs Mercier, 838 ; Perras vs Lafrancois, 839 ; Poiriau vs Papineau, 839 ; Poulin vs Maheux, 838 ; Sanche vs Leduc, 837.

ACTIONS EN SEPARATION DE CORPS ET DE BIENS : — Dme Corriveau vs Corriveau, 837.

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis, etc., 829

AVIS : — American Express Coy, 831.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 834 ; Conseil législatif, 832.

CERCLE AGRICOLE : — Formation de : — Mission de Notre-Dame de Honfleur, 831.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court
No. 57.

In re Curt Naumann, hotel-keeper, Montreal.
Insolvent.

Notice is given that on the 23rd day of May, 1907, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within thirty days from this notice.

P. J. CHARTRAND,
L. P. TURGEON,
Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint François Xavier street, Montreal. 1716

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
In re Henry Cregeen, of the city and district of Montreal, master carter, Insolvent debtor ;

and
Thomas R. Cregeen, of the same place, clerk,
Creditor making demand of assignment.

Notice is hereby given that Henry Cregeen, of the city and district of Montreal, master carter, has, on the 21st day of May, one thousand nine hundred and seven, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Montreal, according to law.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,
Attys. for creditor making demand of assignment.

THOS. R. CREGEEN,
Provisional guardian,
Montreal, 23rd May, 1907. 1722.

Notice is given that Goulet & Simard, of Saint-Georges de Beauce, merchants, have, on the twenty second day of May, 1907, made an assignment of their property for the benefit of their creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Beauce.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Provisional guardians.
Quebec, 23rd May, 1907. 1720

Index of the Quebec Official Gazette, No. 21.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY : — Dmes Alder vs Weissman, 839 ; Brodeur vs Avaré, 816 ; Charbonneau vs Leclaire, 837 ; Corber vs Lechner, 837 ; Deslongchamps vs Lepage, 838 ; Fleisher vs Goldshleger, 837 ; Gauthier vs Lessard, 836 ; Laframboise vs Légaré, 836 ; Lambert vs Drouin, 837 ; Lambert vs Picard, 838 ; Landry vs Lallier, 838 ; Leblanc vs Mercier, 838 ; Perras vs Lafrancois, 839 ; Poiriau vs Papineau, 839 ; Poulin vs Maheux, 838 ; Sanche vs Leduc, 837.

ACTION IN SEPARATION AS TO BODY AND ESTATE : — Dme Corriveau vs Corriveau, 837.

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices, etc., 829.

NOTICE : — American Express Coy, 831.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices respecting the : — Legislative Assembly, 834 ; Legislative Council, 832.

FARMERS' CLUB : — Formation of : — Mission of Notre Dame de Honfleur, 831.

COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES OPÉRATIONS :—
Canadian Oil Company, 831.

ERRATUM :—Lire J. Philippe Moreau, au lieu de
Philippe Juneau, 836.

FAILLIS :—Beaudoin, 840 ; Bédard, 840 ; Béliveau,
840 ; Cregeen, 853 ; Fortin, 852 ; Goulet &
Simard, 853 ; Landry, 839 ; Leclaire, 840 ;
Meunier & Fils, 840 ; Naumann, 853 ; Picard
& Préfontaine, 839 ; Rancourt (Dme), 841 ;
Renaud, sr., 852 ; Robinovitch & Cie, 841 ;
The Montreal Jewelry Coy, 840.

LETTRES PATENTES :—Saint Laurent Quarry Coy,
852 ; The Emberton Lumber Coy, 831 ; The
Megantic Racine Club, 832.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Demandes d'annexer ou
d'ériger, etc. :—Ruisseau, 830 ; Saint Emma-
nuel, 831.

NOMINATION :—Conseiller municipal :—Saint-
François-Xavier de Brompton, 829.

PÉTITION :—Point Saint Charles Congregational
Church, 836.

PROCLAMATION :—Convocation des chambres, 829.

RÈGLES DE COUR :—Ellis vs Poissant et al, 841 ;
La Banque Nationale vs Tremblay & Verville,
841.

RESOLUTION :—The Saraguay Electric Light &
Power Co, 836.

VENTE PAR LICITATION :—Beaulieu vs Beaulieu et
al, 843 ; Bowden (Dme) vs Bowden et al, 842 ;
Charlebois (Dme) et vir vs Dme Charlebois et
al, 842.

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES :—Ville de Saint-
Jérôme, 851.

VENTES PAR LES SHERIFFS .

ARTHABASKA :—Hébert, failli, 844.

BEAUCÉ :—Bégin vs Blais, 844.

BEDFORD :—Ball vs Dme Bisson et al, 845 ; Strange
vs Dme Wright, 846.

JOLIETTE :—Pâquette vs Chaillé, 846.

MONTREAL :—Verner vs Brown, 847.

OTTAWA :—Beauchamp vs Madore, 848 ; La
Banque Nationale vs Dme Clermont, 848 ;
Scannell et al vs Capless, 849.

PONTIAC :—Rawlius vs Giguère, 849.

QUÉBEC :—Cloutier et al ès-qual, faillis, 850.

SAINT-HYACINTHE :—Dion & Grégoire vs Houle,
850.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS :— Canadian
Oil Company, 831.

ERRATUM :—Read J. Philippe Moreau, instead of
Philippe Juneau, 832.

INSOLVENTS :—Beaudoin, 840 ; Bédard, 840 ; Béli-
veau, 840 ; Cregeen, 853 ; Fortin, 852 ; Goulet
& Simard, 853 ; Landry, 839 ; Leclaire, 840 ;
Meunier & Son, 840 ; Naumann, 853 ; Picard
& Préfontaine, 839 ; Rancourt (Dme), 841 ;
Renaud, sr., 852 ; Robinovitch & Co, 841 ;
The Montreal Jewelry Coy, 840.

LETTERS PATENT :—Saint Laurent Quarry Coy,
852 ; The Emberton Lumber Coy, 831 ; The
Megantic Racine Club, 832.

SCHOOL MUNICIPALITIES :—Applications to annex or
to erect, &c :—Ruisseau, 830 ; Saint Emma-
nuel, 831.

APPOINTMENT :—Municipal councillor :—Saint
François Xavier de Brompton, 829.

PETITION :—Point Saint Charles Congregational
Church, 836.

PROCLAMATION :—Parliament convoked, 829.

RULES OF COURT :—Ellis vs Poissant et al, 841 ;
La Banque Nationale vs Tremblay & Verville,
841.

RESOLUTION :—The Saraguay Electric Light &
Power Co, 836.

SALE BY LICITATION :—Beaulieu vs Beaulieu et al,
843 ; Bowden (Dme) vs Bowden et al, 842 ;
Charlebois (Dme) et vir vs Dme Charlebois et
al, 842.

SALE FOR MUNICIPAL TAXES :—Town of Saint Jérôme
851.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :—Hébert, Insolvent, 844.

BEAUCÉ :—Bégin vs Blais, 844.

BEDFORD :—Ball vs Dme Bisson et al, 845 ; Strange
vs Dme Wright, 846.

JOLIETTE :—Pâquette vs Chaillé, 846.

MONTREAL :—Verner vs Brown, 847.

OTTAWA :—Beauchamp vs Madore, 848 ; La Ban-
que Nationale vs Dme Clermont, 848 ; Scannell
et al vs Capless, 849.

PONTIAC :—Rawlius vs Giguère, 849.

QUÉBEC :—Cloutier et al ès-qual, insolvent, 850.

SAINT HYACINTH :—Dion & Grégoire vs Houle,
850.